

# Les bolcheviks et l'enjeu territorial de l'Ukraine de l'Est (1917-1918)

lundi 28 mars 2022, par [PEREKHODA Hanna](#) (Date de rédaction antérieure : 15 mars 2022).

**Il y a trois semaines déjà, dans son discours consacré à l'invasion militaire de l'Ukraine, Poutine nous a fait une présentation détaillée de sa vision du monde et de l'histoire. Poutine explique que les Ukrainiens n'existent pas, que leur identité est une pure invention et que l'État ukrainien est une erreur. Plus qu'une erreur, c'est une création illégitime, un vol à la Russie. Poutine est particulièrement en colère contre Lénine et son concept de l'URSS en tant qu'État fédératif, affirmant que c'était une bombe à retardement qui a contribué à la chute de l'Union soviétique, qu'il perçoit comme « la plus grande catastrophe du XX<sup>e</sup> siècle ». Poutine exprime ouvertement ses sympathies envers Staline, car ayant renoncé aux idées de Lénine il a pu construire « un État strictement centralisé et totalement unitaire » dans les frontières d'un ancien empire russe. Poutine lui reproche seulement de ne pas avoir révisé en profondeur les principes léninistes, c'est-à-dire de ne pas avoir aboli l'indépendance formelle des républiques soviétiques.**

Même parmi ceux qui ne remettent pas en cause le droit historique de l'Ukraine à un État indépendant, il est courant de supposer que ses frontières internationalement reconnues sont, en essence, artificielles. Beaucoup ne remettent pas en question les affirmations de Poutine selon lesquelles les régions du sud-est de l'Ukraine ont été « volées » à la Russie au profit de l'Ukraine. Depuis 2014, Poutine affirme que ces régions « historiquement russes » auraient été rattachées à l'Ukraine dans les années 1920. Voyons si cela a quelque chose à voir avec des faits historiques.

En effet, ce sont les bolcheviks, sortis vainqueurs de la lutte pour le pouvoir, qui ont dû résoudre en pratique le problème de la frontière entre la Russie et l'Ukraine. Tracer les limites d'un nouveau pays au sein d'un empire auparavant centralisé n'a rien d'anodin, d'autant plus que les provinces qui allaient constituer la future Ukraine n'avaient pas de statut spécial ou d'autonomie dans l'Empire tsariste. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le territoire de l'Ukraine actuelle a été divisé en trois gouvernements généraux qui regroupaient plusieurs provinces : le gouvernement général de Kiev (nord-ouest), celui de Petite-Russie (nord-est) et le gouvernement général de Nouvelle-Russie et Bessarabie (est et sud). Après la liquidation graduelle des gouvernements généraux, la subdivision en trois régions a *de facto* persisté. Ces structures héritées de l'empire n'ont pas simplement disparu en 1917 sans laisser de traces. En 1917-1918, leur persistance va non seulement influencer les stratégies organisationnelles des acteurs politiques et les guider dans leurs choix, mais sera également l'un des facteurs déterminant leurs « géographies mentales » (Cœuré et Dullin 2007).

## Les bolcheviks en Ukraine et l'oubli de la question nationale

La révolution de Février met fin au tsarisme ; en Ukraine, comme dans le reste de l'empire, les soviets et le gouvernement provisoire commencent à se disputer le pouvoir. Mais à Kiev, un troisième acteur politique revendique son droit au pouvoir : la Rada centrale, assemblée réunissant différents partis politiques ukrainiens, a l'ambition de rendre l'Ukraine autonome. L'unique

recensement de 1897 ne comportait pas de données sur l'appartenance ethnique des habitants de l'Empire (Krawchenko 1985). Par conséquent, d'après les défenseurs de l'autonomie, les Ukrainiens seraient tous ceux qui avaient indiqué le « petit-russien » comme langue maternelle ; l'Ukraine comporterait ainsi des territoires où cette population est majoritaire. Une telle manière de définir l'espace politique était assez logique : pour un pays dont les terres avaient été depuis longtemps soumises à la puissance impériale qui niait la subjectivité historique et culturelle de ses habitants et qui structurait les circuits économiques selon les besoins de la métropole, les critères de légitimité historique ou de rationalité économique pouvaient difficilement servir d'arguments en faveur de l'autonomie. En fonction de ces données, la Rada centrale établit une liste des provinces qui devaient être tenues pour ukrainiennes, et qui rassemble celles de Kiev, Volhynie, Podolie, Poltava et Tchernigov, mais également les provinces orientales et méridionales de Kharkov, Iekaterinoslav, Kherson et Tauride (sans la Crimée). Bien que les grandes villes étaient les centres de domination coloniale et parlaient le russe, la population autochtone des campagnes parlait l'ukrainien et était majoritaire partout (Krawchenko 1985).

Quant aux militants du Parti bolchevique, l'autonomie de l'Ukraine et son futur territoire n'étaient guère une priorité. Un des membres du parti se rappelait qu'ils étaient « extrêmement peu préparés à saisir l'idée de l'unité de l'Ukraine » et ne se posaient pas de questions quant à ses éventuelles frontières. De fait, les espaces géographiques dans lesquelles les bolcheviks menaient leurs activités et tissaient leurs liens dépendaient avant tout des réseaux formés par les soviets. Sur le territoire de la future Ukraine, on en compte trois en 1917 - un avec le centre à Kiev, l'autre autour d'Odessa et le troisième réunissant les soviets de la région industrielle de Donets-Krivoï Rog. Cette division recoupe largement la carte administrative de l'époque tsariste où on trouve aussi les trois régions. Les branches régionales du Parti bolchevique se forment suivant le même principe territorial et les militants s'organisent dans les limites de ces trois zones.

Peu de temps après, les membres du POSDR(b) sont dépassés par les événements auxquels ils n'étaient guère préparés. En octobre 1917, ce ne sont pas les bolcheviks qui l'emportent sur le Gouvernement provisoire à Kiev, mais la Rada centrale qui consolide son pouvoir. Evgenija Boš, membre de la branche kiévienne du parti, écrit à ce propos : « quand la question de l'autodétermination de l'Ukraine a été soulevée en pratique », l'organisation est restée sans « aucun programme réel ».

### **Relier les deux rives du Dniepr - un défi pour les bolcheviks de Kiev**

Le plan initial de la prise de pouvoir par la force ayant échoué à Kiev, le plan B des bolcheviks consistait à organiser un Congrès des soviets conjointement avec la Rada centrale. La deuxième partie du plan supposait de faire venir massivement les délégués bolcheviks des provinces orientales et grâce à leur nombre faire pencher la balance en faveur des partisans du nouveau pouvoir à Petrograd. Le bilan du congrès s'avère pourtant désastreux : les sympathisants de la Rada ont remporté la majorité. Les bolcheviks doivent improviser un plan C. Ils décident de « chercher un endroit où le prolétariat est plus nombreux, plus concentré, plus conscient ». Ainsi, la délégation met le cap à l'Est et se dirige vers Kharkov, une grande ville industrielle. Les nouveaux arrivants tentent de convaincre leurs camarades qu'ils sont tous liés par un but commun - soviétiser et bolcheviser l'Ukraine dans son ensemble. Cependant, les bolcheviks de l'Est voulaient tout d'abord s'implanter durablement dans l'oblast industriel et ouvrier de Donets-Krivoï Rog en laissant les paysans ukrainiens des provinces occidentales choisir le pouvoir « à leur image ». Les Kiéviens traitaient l'approche de leurs camarades de « politique de l'autruche » et les blâmaient de vouloir « se barricader dans leur Donbass ».

Malgré les désaccords, le 12 décembre 1917, le congrès à Kharkov proclame le pouvoir des soviets, déclare la création de la République soviétique d'Ukraine rattachée à la Russie par des liens

fédératifs et annonce le renversement de la Rada. Le nom de ce nouvel État est identique à celui choisi par la Rada – la République populaire d'Ukraine ou UNR. Il est clair qu'il s'agissait de substituer l'UNR soviétique à l'UNR de la Rada. L'idée de l'État ukrainien tel qu'il a été défini par le mouvement national était plus influente qu'il ne le semblait et le Parti bolchevik n'a pas eu d'autre choix que de l'adopter aussi.

### **La République soviétique de Donets-Krivoï Rog**

En réalité, le consensus effectif sur ces questions au sein du Parti était loin d'être acquis. Au moment de la proclamation de l'Ukraine soviétique, les leaders bolcheviques de Kharkov bâtissaient déjà le projet d'une république avec leurs propres organes de pouvoir. Quelles étaient donc les raisons de leur opposition au projet de l'Ukraine soviétique ? Certains membres du Parti pointaient du doigt le choix des bolcheviks de Kharkov de s'isoler dans le milieu urbain russifié n'ayant que des contacts très restreints avec la paysannerie ukrainienne. De même, les militants bolcheviks n'étaient guère immunisés contre l'idéologie impériale grand-russe. Cependant, il ne s'agissait pas seulement de l'affrontement entre les porteurs de différentes loyautés régionales ou nationales, mais aussi d'un désaccord quant aux décisions tactiques à prendre et visions stratégiques à adopter.

L'idée d'une république de Donets-Krivoï Rog, réunissant l'est de l'Ukraine et la partie industrialisée de l'oblast du Don, serait apparue chez les bolcheviks à Kharkov sous l'influence de quelques militants venus de Rostov-sur-le-Don après la conquête de cette région par Alexeï Kaledine, général antibolchevique. Le Don rassemblait sur ces terres de nombreuses forces antibolcheviques et était dès lors perçu comme une menace immédiate. Le Donbass était au contraire une région loyale au pouvoir soviétique, capable d'imposer sa volonté prolétarienne aux régions paysannes et « réactionnaires ». S'assurer son appui était donc une priorité numéro un, tant par les évadés de Kiev que par les fugitifs de Rostov. Leurs plans respectifs des étaient, en somme, identiques : intégrer le Donbass dans son projet étatique et utiliser ses forces afin de chasser l'ennemi de sa région d'origine.

En janvier 1918, les forces armées soviétiques prennent le contrôle de la capitale ukrainienne. Le gouvernement de la Rada Centrale fuit. Selon les bolcheviks à Kharkov, il est désormais inutile de maintenir l'Ukraine soviétique, car sa mission tactique – gagner le contrôle sur l'Ukraine – est accomplie. Ils décident donc que les provinces de Iekaternoslav, Kharkov et Tauride (sans la Crimée) ainsi qu'une partie de l'oblast du Don constituent désormais une république à part - la République soviétique de Donets-Krivoï Rog (RSDKR).

Pourquoi donc fonder une république dans ces limites territoriales ? Sa proclamation était avant tout justifiée par le fait que « les bassins de Donets et de Krivoï Rog représentent une unité autosuffisante économiquement parlant ». Selon les partisans de la RSDKR, avec la révolution socialiste « le principe de classe, c'est-à-dire de l'économie, l'a emporté sur le principe national ». « Créer l'Ukraine, même soviétique, serait une décision réactionnaire », car donner une forme nationale à un État ne signifiait qu'un « retour au passé lointain ». Au contraire, fonder un État en se basant uniquement sur le critère de pertinence économique serait rationnelle et donc progressiste. La RSDKR était sensée d'être une incarnation d'une telle percée dans le futur. En créant la République « économique » et non pas nationale, les bolcheviks à Kharkov étaient persuadés de défendre une vision véritablement marxiste du monde et de l'histoire. Ce n'est qu'en 1922 que l'idée, défendue par Lénine, que la nation serait une étape nécessaire dans le cheminement historique vers une société socialiste gagnera et deviendra le principe selon lequel l'URSS est construite. En 1917-1918, une bonne partie des membres du POSDR(b), si ce n'est pas la majorité, sont encore persuadés que la révolution socialiste et l'égalité qu'elle aurait amenée rendent la « question nationale » obsolète.

En outre, les fondateurs de la RSDKR justifiaient leur décision par la nécessité de mettre toutes les ressources du Donbass au service des « centres industriels du Nord ». « Nous voulons nous joindre au pays entier », insistait Fiodor Sergueev, leader de la RSDKR, laissant entendre que le pays entier n'était rien d'autre que l'ex-empire tsariste et sa métropole grand-russe. La proclamation de la République soviétique ukrainienne était au contraire perçue comme une décision nocive, « aléatoire et provisoire » qui rompait l'unité de l'espace économique impériale hérité de l'époque tsariste.

### **L'attitude ambiguë du Sovnarkom**

Fiodor Sergueev informe Petrograd de sa décision. La réponse arrive aussitôt : « Nous considérons que cette séparation est nocive ». Or les autorités centrales s'abstiennent de toute réponse définitive qui peut trancher l'une ou l'autre des parties. Les circonstances changeaient pourtant de jour en jour.

La Russie signe le traité de paix avec les puissances centrales en mars 1918. L'une de ses conditions était le retrait des troupes rouges du territoire ukrainien et l'abandon des prétentions territoriales de la Russie vis-à-vis de l'Ukraine. Les bolcheviks en Ukraine ne voulaient évidemment pas céder si facilement. Et si l'Ukraine soviétique se proclamait indépendante elle aussi ? Elle pourrait s'opposer à l'occupation sans que la Russie soviétique ne soit tenue responsable de ses actions. Pour cela, il était nécessaire de convoquer un nouveau congrès qui voterait en faveur de l'indépendance ukrainienne et de la résistance armée aux envahisseurs. Le Comité central du Parti appuie alors ce projet et donne finalement une directive claire : la RSDKR doit faire partie de l'Ukraine et envoyer ses représentants au congrès.

Toutefois, une fois que les Allemands commencent à envahir les régions industrielles, Moscou ressort la carte de l'appartenance du Donets-Krivoï Rog à la Russie, en stipulant que l'offensive allemande « dépasse les frontières du territoire purement ukrainien ». Les autorités soviétiques, impliquées dans un jeu diplomatique, voulaient donc se laisser toutes les portes ouvertes en Ukraine. Mais le jour où les forces austro-allemandes occupent l'ensemble du pays, ce jeu diplomatique prend fin.

### **Pourquoi « inventer » l'Ukraine ? Les bolcheviks assument la direction d'une décolonisation inévitable**

Loin d'être un plan d'action cohérent et prémédité, les décisions prises par les bolcheviks en 1917-1920 étaient les produits de contraintes, mais aussi d'opportunités du moment. En 1917, notamment grâce à la persévérance des politiciens de la Rada, c'est l'Ukraine qui s'impose comme un nouvel espace politique. Cette nouvelle réalité, d'abord mal analysée par les bolcheviks, les force finalement à prendre position sur les questions qui leur sont étrangères. Et plus important encore, elle les met face à une contradiction entre l'immensité de leurs ambitions politiques à l'échelle globale et les difficultés très concrètes et locales d'une révolution survenue dans un empire coloniale en décomposition. C'est cette contradiction qui déclenche un long processus dans lequel les géographies mentales des marxistes russes sont remises en cause et reconfigurées.

La question principale reste de savoir pourquoi, bien après la défaite des nationalistes ukrainiens, les hautes autorités soviétiques ont continué à soutenir la conception d'une « grande Ukraine » en écartant toute possibilité d'un Donbass russe ou indépendant. La mission principale de ce projet, à savoir combattre les nationalistes ukrainiens, n'était-elle pas accomplie ?

Jusqu'en 1922 environ, l'objectif global des bolcheviks restait une révolution mondiale. Il était donc nécessaire de gagner le soutien des peuples en dehors du noyau russe du pays afin d'étendre le foyer de la révolte populaire. Leur regard était dirigé vers l'Ouest, les soulèvements dans les pays

européens étant le seul espoir pour la survie de la révolution dont l'Octobre russe n'était qu'une première étincelle. Dans ce sens, l'Ukraine avait un rôle important à jouer dans leur entreprise révolutionnaire globale - ouvrir la première porte vers l'Europe et notamment l'Allemagne. Le discours ouvertement antinational des leaders de la RSDKR aurait pu desservir le pouvoir soviétique et éloigner les alliés ukrainiens des bolcheviks.

Lors de la guerre civile, les communistes ont ressorti le drapeau de l'Ukraine soviétique à plusieurs reprises, notamment à l'occasion des offensives militaires afin d'assurer l'appui de la population locale. Cependant ce n'est qu'en 1919-1920, que les leaders bolcheviks commencent à prendre réellement conscience que l'Ukraine soviétique, formellement indépendante et comprenant les provinces du Sud et de l'Est, est non seulement une bonne réponse tactique permettant de neutraliser les nationalistes, mais que son maintien a également des avantages à long terme. Les villes de l'Est, creusets industrielles et centres de domination coloniale, pourraient devenir une sorte de courroie de transmission entre la métropole russe et la périphérie ukrainienne « paysanne ». C'est pourquoi Moscou ne prévoyait plus de séparer cette région de l'Ukraine - bien au contraire.

Comme le souligne à juste titre Terry Martin, la stratégie des bolcheviks consistait à « assumer la direction de ce qui semblait être désormais le processus inévitable de décolonisation » (Martin 2001b, 67). C'est pourquoi, d'abord en théorie et ensuite en pratique, Lénine a opté pour un principe national dans la construction de l'URSS. Chaque nation soviétique devait donc disposer de son « foyer national » délimité du point de vue territorial et administratif - un plan difficile à mettre en œuvre dans un empire continental comme la Russie. En effet, l'Empire russe possédait une multiplicité de zones géographiques à mi-chemin entre les statuts de métropole et de colonie. L'Ukraine orientale représentait une telle zone d'hybridation : ses centres urbains orientés économiquement et culturellement vers la Russie existaient comme des îlots dans un océan de campagnes socialement, ethniquement et culturellement distinctes.

La tâche fastidieuse et ambitieuse de construire un foyer national à chaque nation soviétique présentait des avantages, tant politiques qu'économiques, favorisant l'établissement d'un type de structure étatique qui garantissait le centralisme décisionnel - condition *sine qua non* d'une transition vers le communisme pour les bolcheviques - tout en se conciliant les populations locales et leurs particularismes. En faisant une concession à la conception stato-nationale qui veut faire concorder la nation et son territoire, les bolcheviks espéraient préserver l'intégrité territoriale de l'ancien Empire russe pour le transformer en un État socialiste multiethnique. La fédération des républiques soviétiques était supposée représenter seulement une première étape dans le long processus de fusion et, par conséquent, de disparition des nations d'abord en URSS et ensuite à l'échelle mondiale. C'est cette politique, que Francine Hirsch appelle « *state-sponsored evolutionism* », menée dans le cadre d'un État centralisé et doté d'une structure économique et administrative de type quasi coloniale, qui aurait donné à l'URSS sa forme distinctive (Hirsch 2000, 204).

L'idéal d'une « fraternité des peuples » est devenu assez rapidement un écran de fumée visant à dissimuler l'impérialisme totalitaire stalinien. Ainsi, le nœud des contradictions entre l'héritage impérial du tsarisme et le projet utopique du bolchevisme sur lequel l'URSS a été bâtie n'a jamais été délié. Il demeure et représente aujourd'hui un défi pour de nombreux pays de l'espace post-soviétique qui ont été privés d'une véritable souveraineté nationale, politique et économique pendant tout le XX<sup>e</sup> siècle. Dans la continuité de sa longue histoire impériale, la Russie de Poutine continue d'exercer sa domination brutale sur ses ex-colonies. Aujourd'hui, le projet territorial porté par Lénine est piétiné par Poutine qui met en avant des arguments « historiques » irrédentistes et révisionnistes pour justifier sa guerre barbare contre les Ukrainiens. Il est temps de dire non à cette négation de subjectivité propre non seulement de l'État mais aussi du peuple ukrainien. Notre solidarité doit aller au peuple ukrainien qui s'est transformé en peuple en armes combattant la force

impérialiste ainsi qu'à tous ceux et celles qui, en Russie, au péril de leur liberté, protestent contre l'aventure militaire décidée par le Kremlin.

---

**Hanna Perkhoda**

*[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.*